

## Fonds de préparation du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF)

### Direction stratégique du FCPF : activités soutenues par le Fonds de préparation

9 octobre 2012

*Conformément à la Résolution PC/10/2011/1.rev de la PC10 à Berlin et de la Résolution PC/12/2012/5 de la PC12 à Santa Marta, cette note (A) présente une proposition d'activités d'analyse et de gestion des connaissances, (B) présente la situation budgétaire globale du Fonds de préparation y compris les activités approuvées à titre provisoire par le CP lors de réunions antérieures et (C) facilite les discussions sur les activités possibles qui seront financées par le Fonds de préparation lors de l'AF13 et après. Cette note a été mise à jour après les commentaires exprimés par le CP à Santa Marta, le rapport final d'évaluation des besoins des pays et les discussions avec le Programme ONU-REDD sur les complémentarités et la prévention d'une duplication des activités des deux initiatives.*

*Les activités proposées couvrent cinq thèmes principaux :*

- 1) Niveaux de référence et MRV,*
- 2) Renforcement des capacités relatives à la REDD+ pour permettre l'inclusion sociale, diagnostics de gouvernance et établissement de mécanismes de règlement des plaintes,*
- 3) Lien entre les enseignements tirés des activités ciblant les facteurs du déboisement au niveau local et le développement de la stratégie de REDD+,*
- 4) Dialogues nationaux sur le rôle du secteur privé dans la REDD+ et*
- 5) Registres de REDD+.*

*L'Annexe 1 présente en détail les activités proposées. Celles-ci sont basées sur les discussions stratégiques, les commentaires suite aux différentes missions opérationnelles et le travail antérieur de la FMT. Elles sont conformes aux principaux besoins exprimés par les pays lors de l'évaluation des besoins nationaux. Elles sont complémentaires et étroitement liées entre-elles pour permettre une préparation globale des pays à la REDD+.*

*Le budget total proposé pour l'AF13 s'élève à USD 1.523.000 comme le montre le tableau récapitulatif ci-dessous. Ce total inclut le montant d'USD 200.000 déjà approuvé par le CP à la PC12 pour le renforcement des capacités aux fins d'inclusion sociale (Activité 2A) et USD 1.323.000 soumis à l'accord du CP à la PC13. Les activités proposées ciblent de nombreux pays REDD+ afin que les résultats aient une valeur globale. Elles devraient continuer lors de l'AF14 avec un budget indicatif d' USD 1.749.000 pour l'AF14. Si le programme de travail est poursuivi pour l'AF14, certains ajustements seraient peut-être nécessaires en fonction des résultats obtenus lors de l'AF13. Il sera demandé au CP d'approuver le budget de l'AF14 en juin 2013.*

Tableau récapitulatif

N° de l'activité	Domaine d'activité	Budget de l'AF13 (milliers d'USD)
1	Niveaux de référence et MRV	375
2A	Inclusion sociale : Ateliers de formation sur les sauvegardes (ESES/CGES), les consultations des parties prenantes et les mécanismes de traitement des plaintes	346
2B	Projet pilote de diagnostic de gouvernance pour la REDD+ à l'aide de l'outil PROFOR et d'établissement de mécanismes de retour d'informations et de règlement des plaintes dans 2 pays du FCPF	217
3	Lien entre les enseignements tirés des activités ciblant les facteurs du déboisement au niveau local et le développement de la stratégie de REDD+	210
4	Dialogues nationaux sur le rôle du secteur privé dans la REDD+	150
5	Registres de REDD+	225
	Total	1.523
	Moins le budget approuvé antérieurement pour l'Activité 2A à Santa Marta en juin 2012	(200)
	<b>Total soumis à l'approbation</b>	<b>1.323</b>

Action attendue de la part du CP : le CP pourrait approuver le budget pour l'AF13, y compris une partie ou la totalité des activités supplémentaires indiquées dans le Tableau 1.

## Introduction

1. Lors de sa dixième réunion (PC10) à Berlin en octobre 2011, le Comité des Participants a entamé une discussion stratégique sur la direction du FCPF, en particulier du Fonds de préparation et a suggéré des actions de suivi dans sa Résolution PC/10/2011/1.rev.
2. Dans cette Résolution et des Résolutions ultérieures, le CP a adopté les priorités suivantes en termes d'allocation budgétaire :
  - i. Priorité plus élevée :
    - (a) Allocation standard d'USD 3,6 millions sous forme de subvention pour la préparation aux Pays REDD Participants dont les R-PP sont évalués par le CP avant la PC14 (conformément à la Résolution PC/10/2011/1, paras.2-3) ;
    - (b) USD 5,5 millions pour la période AF2012-2015 pour un appui à l'engagement des OSC et des peuples autochtones tributaires des forêts et des autres populations forestières au processus de préparation à la REDD+, y compris USD 1 million pour la

participation des OSC du Sud aux réunions du FCPF et pour les dialogues avec les peuples autochtones sur le FCPF (conformément à la Résolution PC/10/2011/1, para.9);

- (c) Un montant à hauteur d'USD 13,4 millions pour le renforcement des capacités en matière de règlement des différends (conformément à la Résolution PC/Electronic/2012/1, para.2, i-iii), couvrant notamment :
  - a. Le renforcement des mécanismes nationaux de retour d'informations et de règlement des plaintes pour les Pays REDD Participants (allocation supplémentaire à hauteur d'USD 200.000, augmentant ainsi la subvention totale à USD 3,8 millions par Pays REDD Participant) ;
  - b. Le renforcement de l'appui à la préparation, à l'engagement direct et au suivi par les Partenaires à la mise en œuvre (augmentant ainsi l'allocation théorique de fonds administratifs à USD 650.000 par Pays REDD Participant) et
  - c. Le renforcement des capacités en matière de règlement des différends des Partenaires à la mise en œuvre (à hauteur d'USD 2 millions).

ii. Priorité moindre :

- (a) Une subvention additionnelle à hauteur d'USD 5 millions à certains pays au moment de la revue à mi-parcours (conformément à la Résolution PC/10/2011/1, para.5) ;
- (b) Le travail d'analyse et de gestion des connaissances, les échanges Sud-Sud et les liens entre la REDD+ et FLEGT (*la proposition décrite dans cette note*) (conformément à la Résolution PC/10/2011/1, para.6 et
- (c) La détermination du processus et des critères de sélection de nouveaux pays REDD+ à la PC14 (conformément à la Résolution PC/10/2011/4, para.4).

(Veuillez noter que l'ordre de priorités des éléments ii (a) à (c) n'a pas été établi).

### **Demande de la part du CP d'une proposition d'activités d'analyse, de gestion des connaissances et d'activités transnationales devant être gérées par la FMT lors de l'AF13**

3. Reconnaissant l'importance d'étendre l'effort d'appui aux Pays REDD Participants pour une mise en œuvre efficace de processus de préparation à la REDD+, le CP, à travers sa Résolution PC/10/2011/1 para.6, a demandé à la FMT de présenter avant la PC12 une proposition détaillée et une estimation budgétaire d'activités analytiques, de gestion des connaissances et centralisées, notamment les échanges Sud-Sud et les liens entre la REDD+ et FLEGT. Cette proposition devrait se baser sur une évaluation rapide des besoins des pays REDD+ en matière de préparation, en examinant des activités similaires, en cours ou prévues, mises en œuvre par d'autres initiatives telles que le Programme d'investissement forestier (PIF) et le Programme ONU-REDD et en prenant en compte la capacité de la FMT à appuyer les activités proposées. La FMT a présenté une proposition à la PC12. Le CP a fourni des commentaires à travers sa Résolution PC/12/2012/5 et a demandé à la FMT de soumettre une proposition révisée à la PC13.

## Évaluation des besoins des pays : Réponses du FCPF et du Programme ONU-REDD après les principaux résultats

4. Suite à la demande du CP, la FMT a effectué une évaluation, conjointement avec le Programme ONU REDD, des besoins des pays en matière de préparation à la REDD+. Les consultants en charge de ce travail ont présenté la méthodologie appliquée lors de la réunion conjointe du FCPF et du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en mars 2012 à Asunción (voir <http://www.forestcarbonpartnership.org/fcp/node/484>).

5. La version provisoire du rapport des résultats de l'évaluation a été présentée à la PC12. Suite aux commentaires reçus, les consultants ont révisé le rapport, disponible sur <http://www.forestcarbonpartnership.org/fcp/node/619>. Les réponses des pays au questionnaire qui faisait partie de cette évaluation ont été analysées. Les besoins prioritaires pour lesquels les pays ont indiqué requérir une assistance sont résumés ci-dessous :

- A. **Appui technique en matière de niveaux de référence et de systèmes de MRV** : Les pays des trois régions ont souhaité plus d'appui sur les principaux aspects techniques relatifs à l'établissement de niveaux de référence et de mise au point de systèmes de MRV, notamment un appui technique et un renforcement des capacités nationales en matière de niveaux de référence/ niveaux de référence des émissions, de modèles tests et d'expertise en suivi et en tenue des bases de données nationales sur les forêts et le carbone.
- B. **Sauvegardes** : Une des priorités majeures soulignée dans plus de 60% des réponses est la capacité de développer et d'intégrer les sauvegardes dans les programmes de préparation et de REDD+, notamment de tester la mise en œuvre des sauvegardes, des principes de consentement préalable, libre et en connaissance de cause et d'identifier les risques liés aux options stratégiques de REDD+.
- C. **Processus de consultation et de participation** : Le besoin d'améliorer les capacités des ONG locales et des groupes communautaires en plus des institutions gouvernementales décentralisées pour améliorer la participation à la REDD+ a été souligné. 86% des pays demandent des procédures formelles de consultation des parties prenantes, 73% demandent les capacités nécessaires pour améliorer la diffusion d'informations aux parties prenantes - notamment par des formations sur les processus de consultation et de participation -, 48% demandent une évaluation des expériences antérieures liées à la REDD+ et 46% demandent un appui pour mettre en œuvre les mécanismes de règlement des différends.
- D. **Une meilleure sensibilisation et des capacités plus importantes des OSC, des ONG et des populations autochtones** pour participer à la REDD+ sont également considérées prioritaires.
- E. **Gouvernance** : Les questions de gouvernance sont considérées hautement prioritaires. Les trois thèmes soulignés sont le renforcement institutionnel, les cadres juridiques et le partage des bénéfices. Les pays ont insisté sur le renforcement des capacités d'entités infranationales telles que des structures provinciales ou départementales car les programmes de REDD+ seront mis en œuvre à ces niveaux. Les pays ont besoin d'un appui pour leurs structures de coordination nationale et demandent un engagement intersectoriel en matière de programmes de REDD+ et un accord sur les politiques nationales de REDD+ et les cadres politiques.

- F. **Stratégies de REDD+** : Après la gouvernance, la seconde priorité indiquée par les pays, quelle que soit la région, a été un appui pour les stratégies de REDD+. Les échanges Sud-Sud ont été mentionnés comme une plateforme utile d'échanges de connaissances tirées des expériences acquises et actuelles pour aider à la conception des stratégies de REDD+.
- G. **Relier les projets pilotes aux marchés du carbone** a également été l'un des points soulevés. On dénote aussi un intérêt à *fixer des seuils minimaux d'investissement* pour créer « l'impact » souhaité pour la REDD+ au niveau national et susciter ainsi des changements en profondeur pour la perception de REDD+.
- H. **Appui aux projets pilotes de REDD+** : Selon les pays, des fonds supplémentaires pour démarrer et soutenir des projets pilotes de REDD+ sont l'un des meilleurs moyens pour susciter l'adhésion des communautés et des autorités locales et centrales.
- I. **Relancer l'intérêt politique vis-à-vis de la REDD+** : Surmonter ce qui apparaît comme un déclin de l'intérêt politique pour la REDD+ dans les différents pays.

6. En juin 2012, un atelier sur les premiers résultats de l'évaluation des besoins nationaux a été organisé en marge de la PC12. Lors des discussions, les parties prenantes de l'ONU-REDD et du FCPF ont demandé aux initiatives multilatérales de développer une réponse aux résultats de l'évaluation en exploitant les avantages comparatifs de chaque initiative.

7. En ce qui concerne le FCPF, la réponse se traduit par un alignement de la proposition de la FMT d'appui à la préparation des pays REDD+ pour l'AF13 aux besoins exprimés dans l'évaluation, en prenant en compte également les discussions du CP sur la direction stratégique du FCPF, les activités de préparation en cours au niveau national et la capacité de la FMT à assurer un appui supplémentaire. Des activités ont été lancées dans des domaines ciblés afin que les résultats cumulés puissent renforcer le travail de préparation et bénéficier à plusieurs pays REDD+, et non seulement à quelques pays donnés.

8. En ce qui concerne le Programme ONU-REDD, cette réponse reflètera la revue de *l'Appui aux efforts nationaux de REDD+ : Budget et plan de travail du Cadre global du programme pour 2011-2015* demandée par le Conseil d'orientation de l'ONU-REDD lors de sa huitième réunion à Berlin en octobre 2011. Un exercice plus approfondi a été réalisé en prenant en compte le champ d'application de l'Appui aux efforts nationaux, les enseignements tirés suite à sa mise en œuvre, les priorités et la situation de financement du Programme ONU-REDD et les avantages comparatifs de l'ONU-REDD.

9. Les deux initiatives ont discuté de leur proposition d'appui à la préparation aux pays afin d'assurer un appui à des sujets similaires et d'éviter toute duplication d'activité ou de pays sélectionné pour piloter les activités. Le FCPF et le Programme ONU-REDD communiqueront les résultats lors d'un éventuel forum conjoint afin que les pays puissent tirer parti des meilleures pratiques. Lorsqu'une initiative a un avantage comparatif évident, l'autre ne propose aucune activité. Par exemple :

- i. Pour le niveau de préparation juridique : le Programme ONU-REDD mettra en œuvre des activités dans le cadre de son Programme global qui sera applicable à tous les pays tandis que le FCPF se limitera à traiter ces questions lors des processus d'ESES nationaux. Plusieurs pays ont bénéficié de l'atelier organisé à ce sujet en septembre 2012 à la FAO qui a vu la participation du département légal de la Banque mondiale ;
- ii. Pour la mise au point de registres de REDD+ : le FCPF sera seul en charge de cette activité car une telle infrastructure sert à faciliter les paiements liés à la performance en matière de REDD+ dans le cadre du Fonds Carbone ;

- iii. Pour les aspects fonciers : Seul l'ONU-REDD traitera ce thème dans le cadre de son Programme global tandis que le FCPF s'y attèlera dans le contexte de la conception des stratégies nationales de REDD+ et de leur cadre de mise en œuvre.

### **Classification des activités techniques et de gestion des connaissances proposées pour l'AF13**

10. Les activités proposées peuvent être regroupées en trois catégories :
  - i. **Activités poursuivies (USD 931.000 pour l'AF13 ; voir Tableau 1, Activités 1, 2A et 3) :** les activités telles que les niveaux de référence, le MRV, la stratégie de REDD+ et les sauvegardes ont reçu un appui du Fonds de préparation au cours d'années précédentes et ne sont donc pas vraiment nouvelles. La nature et l'envergure de l'appui ont été adaptées suite aux commentaires reçus lors de l'évaluation des besoins nationaux. Si le CP décide de financer ces activités lors de l'AF13, elles devraient se poursuivre au-delà de l'AF13 ;
  - ii. **Nouvelles activités (USD 592.000 pour l'AF13, voir Tableau 1, Activités 2B, 4 et 5) :** les activités telles que l'engagement du secteur privé, la mise au point d'un cadre de base pour les registres de REDD+ et les projets pilotes de mécanismes de traitement des plaintes dans les pays REDD+ sont relativement nouvelles et ont été incluses suite aux commentaires sur les besoins. L'envergure de ces activités lors de l'AF14 et au-delà sera déterminée par les avancées enregistrées lors de l'AF13. Ces activités cadrent avec les recommandations exprimées dans l'évaluation des besoins nationaux et aideront de manière indirecte à maintenir la dynamique et l'adhésion politique à la REDD+ et
  - iii. **Activités prescrites (incluses dans le budget de base) :** les activités prescrites par le CP et les Participants au Fonds Carbone tels que le Groupe de travail du Fonds Carbone sur le cadre méthodologique et de fixation des prix et la préparation d'un cadre de S&E sont incluses dans les bases budgétaires du Fonds de préparation pour l'AF13 présentées à la PC12. Ces activités ne sont pas listées dans le Tableau 1.

### **Justification de la proposition de la FMT présentée dans le Tableau 1**

11. **La proposition est basée sur les discussions stratégiques lors des réunions du CP, les commentaires suite aux différentes missions opérationnelles et le travail antérieur de la FMT. Elles sont conformes aux principaux besoins (A à I ci-dessus) exprimés lors de l'évaluation des besoins des pays.**
12. **Approche globale de la préparation :** Lors de la PC12, le CP a demandé à la FMT d'établir un ordre de priorité pour les activités proposées. La proposition en Annexe 1 est un programme de travail ciblant des domaines clés afin d'atteindre l'objectif global de préparation à la REDD+. Même si les activités semblent indépendantes et seront dirigées par différents points focaux, les liens entre les différentes activités sont très étroits. Par exemple, l'évaluation des risques sociaux et environnementaux des options stratégiques de la REDD+ (activité 2A), incluant les capacités des parties prenantes, sera fortement utile aux pays pour identifier les options stratégiques sur la base des leçons/des expériences des activités pilotes de REDD+ (Activité 3).
13. Par ailleurs, l'évaluation des besoins nationaux a montré que les pays ont demandé un appui pour tous les éléments clefs de la préparation. Si des variations existent d'une région à l'autre et selon le niveau de préparation, cela ne détermine pas pour autant la priorité de certaines activités par rapport à

d'autres car plusieurs éléments de la préparation sont étroitement liés. En conséquence, une approche à volets multiples ciblant tous les aspects de la préparation aura une valeur ajoutée.

14. **Avantage comparatif du FCPF** : La proposition porte sur les aspects techniques de la préparation à la REDD+ pour lesquels le FCPF peut mettre à profit l'expertise interne et externe et livrer des résultats de valeur et d'application globale pour tous les pays REDD+. Le programme de travail proposé inclut des activités telles que le renforcement des rôles du secteur privé en matière de REDD+ et la mise au point de registres de REDD+, deux sujets extrêmement importants d'application immédiate pour la REDD+ qui ont pourtant bénéficié de peu d'attention jusqu'à présent. Compte tenu des besoins du Fonds Carbone et du fait que le Fonds Carbone est un partenariat entre le secteur public et le secteur privé, le FCPF est qualifié pour mettre en œuvre ces activités.

15. La proposition a été rédigée en prenant en compte la disponibilité des ressources, les capacités et l'avantage comparatif de la FMT. Elle n'entend pas couvrir tous les besoins exprimés dans l'évaluation des besoins des pays. D'autres efforts, y compris des décisions antérieures du CP, visent à aider les pays à combler ces besoins. Ces efforts comprennent par exemple la mise à disposition d'un appui supplémentaire par une augmentation des subventions à hauteur d'USD 5 millions pour les pays éligibles.

16. La proposition n'inclut pas les sujets suivants qui sont inclus dans l'évaluation des besoins nationaux :

- i. Les activités telles que les **projets pilotes de REDD+** qui ne sont pas éligibles au financement du Fonds de préparation et les activités financées actuellement par une subvention directe du FCPF pour la préparation, telles que le **renforcement institutionnel** aux niveaux infranational et local ;
- ii. **Les aspects fonciers** déjà traités par le Programme ONU-REDD et les modèles d'investissement qui émergeront à travers des instruments existants d'aide tels que l'aide bilatérale, le Programme d'investissement forestier et les projets pilotes dans le cadre du Fonds Carbone. Compte tenu de la demande globale croissante d'investissement en matière de réforme foncière, Rights and Resources Institute a proposé l'établissement d'une structure internationale sur la tenure forestière (International Forest Tenure Facility) qui réponde à la demande d'un effort et d'un engagement mondial majeur de réformes de tenure forestière à l'échelle requise dans tout le monde en développement. Par conséquent, les aspects fonciers ne sont pas spécifiquement inclus dans cette proposition bien qu'un financement, à travers le Programme de renforcement des capacités des populations autochtones, de projets de réforme foncière proposés par la société civile et les peuples autochtones dans les pays en développement sera assuré le cas échéant.
- iii. Niveau de préparation légale : comme indiqué dans le paragraphe 9(i) ci-dessus, le Programme ONU-REDD réalisera des activités dans le cadre de son Programme global qui seront pertinentes pour tous les pays tandis que le FCPF se limitera à traiter ces aspects à travers les processus d'ESRS nationaux.

### **Approche de réalisation des activités proposées**

17. Les activités seront réalisées soit au niveau régional en rassemblant les pays aux défis et aux opportunités similaires par rapport à la REDD+, soit à travers des activités pilotes dans certains pays. Dans les deux cas, les résultats seront communiqués à large échelle.

18. La méthode et l'envergure de l'appui ont été adaptées de façon à ce qu'un bon nombre de pays REDD+ puissent profiter de l'activité proposée. Plus de financement a été par exemple alloué aux volets de renforcement des capacités pour une inclusion sociale et sur les niveaux de référence/ MRV par rapport à d'autres volets. Des économies d'échelle seraient particulièrement utiles dans ces domaines. L'approche pour ces volets consiste à renforcer les capacités à l'aide d'ateliers de formation, d'échanges Sud-Sud et de supports de formation pour les experts locaux impliqués dans l'appui à la préparation à la REDD+ au niveau national.

19. Des activités pilotes dans des pays choisis sur les mécanismes de traitement des plaintes et sur les diagnostics de gouvernance servent à tirer des enseignements et des recommandations que d'autres pays REDD+ pourraient exploiter et adapter le cas échéant. Tester plusieurs aspects étroitement liés de la REDD+ dans le même pays permet de présenter une image plus complète des problèmes et des solutions possibles. Le Liberia a été ainsi choisi pour tester les mécanismes de retour d'informations et de traitement des plaintes et les diagnostics de gouvernance.

20. Le programme de travail de la plupart des activités devrait être réalisé sur deux ans (AF13 et AF14). Les résultats de l'AF13 permettront d'adapter les tâches pour l'AF14. Cette période de deux ans est jugée nécessaire pour permettre d'atteindre les pays REDD+ dans chaque région géographique. Pour les activités pilotes dans des pays choisis, deux à trois pays au moins sont proposés afin que les résultats puissent être correctement analysés, interprétés et communiqués à une large audience.

## **Budget**

21. Il est demandé au CP d'approuver USD 1.323.000 pour l'AF13 (en plus du montant d'USD 200.000 approuvé à la PC12). Des estimations indicatives se trouvent dans le Tableau 1. L'estimation budgétaire pour chaque activité ci-dessus inclut les coûts de personnel de la FMT (préparation, supervision et déplacements) ainsi que les coûts d'appui à l'activité tels que les contrats de consultants, l'appui logistique et les frais d'organisation d'ateliers. Le budget estimatif pour l'AF14 si le CP accepte de poursuivre le programme de travail est d'USD 1.749.000. Pour l'heure, une approbation du CP n'est pas requise pour l'AF14.

22. Le pilotage d'activités au niveau national sera combiné à des missions sur d'autres sujets/un autre type d'appui afin de réduire les coûts de transaction. Des démarches ont été faites pour combiner les événements autant que possible afin d'éviter d'inviter fréquemment les parties prenantes à différents ateliers. Des ajustements au calendrier, notamment en combinant des événements, pourraient être faits au fur et à mesure de l'avancée de la préparation.

## **Capacité d'appui de la FMT**

23. Lors de la PC12, le CP a demandé à la FMT d'examiner la nécessité éventuelle d'augmenter les capacités de la FMT et de souligner tout besoin supplémentaire en capacité dans la proposition d'activités additionnelles. La FMT a recruté cinq consultants à court terme pour fournir une assistance à la préparation des supports d'information, au suivi du R-Package, à l'appui pour le développement de registres et à l'appui logistique pour différents événements/sessions de discussions organisés par le Fonds de préparation et le Fonds Carbone. Deux personnes (un spécialiste de la communication et de la gestion des connaissances et un expert en financement carbone) ont été recrutées à plein temps pour renforcer la FMT.



24. Des activités ont été proposées en gardant à l'esprit les capacités actuelles et les avantages comparatifs de la FMT sur certains sujets. La capacité de la FMT à réaliser et à faciliter ces activités supplémentaires ne devrait pas poser problème car le staff de la FMT travaille déjà sur plusieurs de ces sujets. La FMT va également faire de plus en plus appel à des consultants externes pour les autres activités (ce qui implique des coûts variables plutôt que des coûts fixes). Le rôle de la FMT sera largement consacré à la supervision et à la coordination pour garantir la qualité et la réalisation dans les délais prévus des activités. Cependant, les coûts de déplacement de la FMT vont augmenter. Le temps consacré par le personnel de la FMT à chaque activité proposée est indiqué dans le Tableau 1.

#### **Sources et emplois des fonds pour la préparation :**

25. Lors des discussions de la PC12 sur les activités supplémentaires, le CP a demandé à la FMT de présenter la situation budgétaire et les implications potentielles des activités proposées sur le budget. Le Tableau 1 présente les ressources et les emplois du financement pour la préparation, y compris pour le programme supplémentaire en faveur des populations autochtones et des OSC approuvé à la PC10 à Berlin et pour le renforcement des capacités pour le règlement des différends approuvé ultérieurement. En ce qui concerne les priorités définies dans le paragraphe 2 ci-dessus, les activités de première priorité décrites dans le paragraphe 2(i) sont incluses dans l'utilisation estimée à long terme du financement tandis que les activités de priorité moindre décrites dans le paragraphe 2(ii) ne le sont pas.

26. Le Tableau 2 indique une prévision de réserve d'environ USD 27 millions. Le Tableau 3 indique le financement requis pour réaliser les activités supplémentaires décrites dans cette note et pour couvrir les subventions additionnelles d'USD 5 millions à 20 pays. Selon les prévisions, un financement total supplémentaire d'environ USD 69 millions serait nécessaire si toutes les activités supplémentaires devaient être financées. Le tableau montre également qu'il faudrait USD 133 millions si toutes les activités étaient financées et si 11 pays supplémentaires étaient sélectionnés pour faire partie du FCPF en 2013. Toute réduction du volume d'activités supplémentaires entraînerait une réduction du financement nécessaire. Par exemple, inclure moins d'activités supplémentaires à partir de l'AF13 réduirait le besoin en financement mais pas de manière considérable. Inclure moins de nouveaux pays dans le FCPF en mars 2013 réduirait le besoin en financement de manière plus importante. De même, le besoin en financement serait considérablement réduit si le montant additionnel d'USD 5 millions était accordé à moins de 20 pays.

**Tableau 1 : Activités proposées en appui au travail analytique et à la gestion des connaissances sur la préparation à la REDD+<sup>1</sup>**

<b>1. Activité proposée : Niveaux de référence et MRV (plan de travail intégré pour les deux éléments)</b>					
<b>Justification :</b> Les pays du FCPF ont identifié les niveaux de référence et le MRV comme des priorités pour le renforcement des capacités nationales. Des outils pratiques d'aide à la décision et un renforcement fondamental des capacités en matière de méthodes, d'options technologiques et d'organisation du travail sont critiques afin que les pays puissent commencer à mettre en œuvre les activités sur les niveaux de référence et le MRV proposées dans les R-PP.					
<b>Principales activités à financer</b>	<b>Estimation budgétaire (USD)</b>	<b>Résultats attendus</b>		<b>Personnel d'appui à l'activité</b>	
AF13 : (i) Approfondissement de l'outil provisoire d'aide à la décision de Winrock pour les niveaux de référence afin d'inclure des décisions sur la conception du MRV ; (ii) Mise au point de premiers supports de formation et d'orientation ; (iii) Ateliers dans 2-3 pays pour guider l'utilisation de l'outil d'appui à la décision et des didacticiels.  AF14 : (i) Amélioration des supports de formation ; (ii) Activités pilotes dans 3-4 pays supplémentaires.	Total : 750.000 AF13 : 375.000 AF14 : 375.000	<b>AF13</b> (i) Un outil d'aide à la décision amélioré, testé et révisé, intégrant le MRV ;  (ii) 2-3 pays REDD+ testant l'outil pour le travail sur la R-PP ;  (iii) Versions provisoires des didacticiels et des supports de formation.	<b>FY14</b> (i) Outil d'aide à la décision final, testé sur le terrain ;  (ii) 3 autres pays du FCPF testent l'outil et la formation  (iii) les supports et la formation sont disponibles à tous les pays du FCPF.	<b>Personnel de la FMT/BM</b>  Temps prévu pour la FMT :  AF13 : 10 semaines  AF14 : 10 semaines	<b>Consultants</b> Des consultants spécialisés réaliseront le travail en collaboration avec des experts du pays et le gouvernement.  Des sociétés seront embauchées pour développer l'outil et la formation.
<b>2. Activité proposée : Renforcement des capacités du Pays REDD+</b>					
<b>2A : Inclusion sociale : Ateliers de formation sur les sauvegardes (ESES/CGES), les consultations des parties prenantes et les mécanismes de retour d'informations et de règlement des plaintes</b>					
<b>Justification :</b> Les pays du FCPF ont identifié l'édification de systèmes solides de sauvegarde et la structuration des processus de consultation des parties prenantes					

<sup>1</sup> Il s'agit d'un résumé des besoins compilé par la FMT à partir de la matrice de réponses.

comme des thèmes clés pour l'appui compte tenu des liens étroits entre ces thèmes et l'évaluation des risques sociaux et environnementaux des options stratégiques de REDD+.

Principales activités à financer	Estimation budgétaire (USD)	Résultats attendus		Personnel d'appui à l'activité	
<p>Ateliers au niveau régional pour des audiences multiples selon le calendrier suivant :</p> <p>AF13 : 2<sup>ème</sup> trimestre : Afrique anglophone 3<sup>ème</sup> trimestre : Asie de l'Est et du Sud</p> <p>AF14 : 1<sup>er</sup> trimestre : Afrique francophone 3<sup>ème</sup> trimestre : Amérique latine</p>	<p>Total 2A. 692.000</p> <p>AF13 : 346.000</p> <p>AF14 : 346.000</p>	<p><b>AF13</b> : 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> ateliers régionaux ; préparation des supports de formation ; rapports d'atelier pour diffusion à grande échelle et apprentissage mutuel. Plans d'apprentissage complémentaire dans les pays</p>	<p><b>AF14</b> : 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> ateliers régionaux ; préparation des supports de formation ; rapports d'ateliers pour diffusion à grande échelle et apprentissage mutuel ; plans d'apprentissage complémentaire dans les pays.</p>	<p><b>Personnel de la FMT/BM</b> Temps prévu pour la FMT : 18 semaines AF13 : 9 semaines AF14 : 9 semaines Temps prévu pour le personnel de la BM : 4 semaines AF13 : 2 semaines AF14 : 2 semaines</p>	<p><b>Appui de consultants</b> Des consultants externes seront engagés pour fournir l'appui logistique pour l'organisation des ateliers Temps prévu pour les consultants : 13 semaines AF13 : 7 semaines AF14 : 6 semaines</p>
<p><b>2. Activité proposée</b> : Renforcement des capacités nationales pour la REDD+ :</p> <p><b>2B : Actions pilotes de diagnostic de gouvernance pour la REDD+ à l'aide de l'outil PROFOR et établissement de mécanismes de retour d'informations et de règlement des plaintes dans 2 pays du FCPF (Le Liberia et la RDP lao sont des candidats potentiels)</b></p> <p><b>Justification</b> : La gouvernance forestière a été identifiée comme un domaine clé à renforcer lors de l'évaluation des besoins des pays. Bien que le travail proposé de puisse couvrir tous les besoins en matière de gouvernance identifiés dans l'évaluation, le diagnostic à l'aide de l'outil PROFOR établira un processus systématique qui identifiera les lacunes en gouvernance et un plan d'action pertinent pour la mise en œuvre de la REDD+. D'autres options sont disponibles telles que l'évaluation participative de la gouvernance du Programme ONU-REDD qui est testée dans certains pays. Les mécanismes de retour d'informations et de traitement des plaintes représentent l'un des piliers de la gouvernance en matière de REDD+ et sont reconnus par le CP comme un thème prioritaire pour la préparation à la REDD+. Compte tenu des liens étroits avec le cadre global de gouvernance et le fait que les parties prenantes ciblées soient globalement les mêmes, il est proposé d'effectuer ce programme pilote de diagnostic de gouvernance et de mécanisme de retour d'informations et de traitement des doléances dans les deux mêmes pays du FCPF. Dans les pays pilotes choisis (Le Liberia et la RDP lao), le travail de gouvernance n'est pas couvert par d'autres initiatives et l'opportunité existe de soutenir les mécanismes de traitement des plaintes.</p>					
Principales activités à financer	Estimation budgétaire (USD)	Résultats attendus		Personnel d'appui à l'activité	

<p>AF13 : Les activités pilotes seront réalisées dans 2 pays FCPF à travers un atelier commun au niveau national. Les activités incluront :</p> <p>(i) La préparation d'un document descriptif du contexte de gouvernance forestière et l'application de l'outil PROFOR et</p> <p>(ii) L'examen de mécanismes actuels de traitement des plaintes dans les pays pilotes en discutant avec les parties prenantes clés et la préparation d'un document d'approche indiquant les options d'un mécanisme de traitement des plaintes au niveau du pays.</p> <p>AF14 : Répétition potentielle du processus dans un autre pays du FCPF, diffusion des résultats des 3 pays pilotes indiquant la diversité des lacunes, établissement d'une communauté de pratique sur la gouvernance.</p>	<p>Total 2B : 325.000</p> <p>AF13 : 217.000</p> <p>AF14 : 108.000</p> <p><b>Grand total 2A+2B : 1.017.000</b></p>	<p><b>AF13</b> : Document d'approche nationale sur l'établissement de mécanismes de traitement des plaintes pour 2 pays du FCPF.</p> <p>Directives sur les méthodes d'établissement de mécanismes de retour d'informations et de traitement des plaintes pour la REDD+</p> <p>Rapport du pays sur le diagnostic de gouvernance incluant des recommandations et plan d'action pour les pays pilotes.</p>	<p><b>AF14</b> : Répétition potentielle du processus dans un autre pays en fonction des résultats obtenus lors de l'AF13.</p> <p>Diffusion des résultats des pays pilotes aux autres pays.</p> <p>Établissement d'une communauté de pratique sur la gouvernance pour poursuivre le travail et fournir un soutien régulier.</p>	<p><b>Personnel de la FMT/BM</b> Des membres d'autres unités de la Banque mondiale se joindront à la mission pour fournir l'appui nécessaire.</p> <p>AF13 : Temps total : 10 semaines</p> <p>Temps prévu pour la FMT : 4,5 semaines</p> <p>BM (Temps prévu pour le personnel du département agriculture et développement rural) : 5,5 semaines</p> <p>AF14 : 5 semaines</p> <p>Temps prévu pour la FMT : 2,5 semaines</p> <p>Temps prévu pour le personnel de la BM : 2,5 semaines</p>	<p><b>Appui de consultants</b> : des consultants seront en charge de la préparation de documents sur le contexte de la gouvernance et des mécanismes de traitement des plaintes ainsi que de la facilitation de l'atelier.</p> <p>AF13 : Temps prévu pour les consultants : 7 semaines (3,5 semaines par pays)</p> <p>AF14 : 3,5 semaines</p>
<p><b>3. Activité proposée</b> : Faire le lien entre les leçons tirées des activités ciblant les facteurs du déboisement au niveau local et le développement de la stratégie de REDD+.</p> <p><b>Justification</b> : L'appui au développement de la stratégie de REDD+ est considéré hautement prioritaire dans l'évaluation des besoins des pays. Plusieurs pays REDD+</p>					

commencent à tester la mise en œuvre de la stratégie de REDD+. Les pays ont exprimé le besoin de tirer parti des expériences de terrain et d'évaluer les impacts des activités ciblant les facteurs du déboisement. Lors des échanges régionaux récents par vidéoconférence sur le partage des bénéfices, les pays REDD+ ont exprimé le besoin d'avoir des échanges Sud-Sud sur les enseignements tirés des initiatives locales de REDD+. L'activité proposée permettra une interaction entre les décisionnaires et les praticiens pour intégrer les leçons du terrain dans les processus nationaux de développement de la stratégie de REDD+.

Principales activités à financer	Estimation budgétaire (USD)	Résultats attendus		Personnel d'appui à l'activité	
<p>AF13 : Un atelier régional en Afrique pour faciliter le partage de leçons apprises d'initiatives locales de REDD+ à travers la synthèse des leçons, à partir d'études de cas et la préparation de notes contextuelles.</p> <p>AF14 : Des activités régionales similaires en Amérique latine et en Asie.</p>	<p>Total : 630.000</p> <p>AF13 : 210.000</p> <p>AF14 : 420.000</p>	<p><b>AF13</b> : (i) Synthèse des enseignements des activités pilotes de REDD+ ciblant les facteurs du déboisement et implications probables pour la stratégie nationale de REDD+</p> <p>(ii) Préparation et diffusion de notes d'information pour les décisionnaires</p> <p>(iii) Réseautage entre les investisseurs et les stratèges de la REDD+ pour identifier des modèles pour la REDD+</p>	<p><b>AF14</b> : Activité similaire en Amérique latine et en Asie</p> <p>Diffusion des principales informations, des résultats utiles, tant par la forme que par le fond, pour ceux qui se trouvent dans les premières phases de la préparation à la REDD+.</p>	<p><b>Personnel de la BM/FMT :</b></p> <p>Temps total prévu pour le personnel de la FMT : 12 semaines</p> <p>AF13 : 4 semaines</p> <p>AF14 : 8 semaines</p>	<p><b>Appui aux consultants :</b></p> <p>10 semaines</p> <p>Les consultants prépareront la documentation, faciliteront les discussions lors de l'atelier et rédigeront le rapport de synthèse.</p> <p>Un consultant à court terme s'occupera de la logistique de l'atelier</p>

**4. Activité proposée :** Dialogues nationaux sur le rôle du secteur privé dans la REDD+

**Justification :** Le secteur privé est peu engagé dans l'agenda décisionnaire sur la REDD+ et les pays n'accordent quasiment aucune considération au rôle du secteur privé lors de leur préparation à la REDD+. Cette lacune est souvent soulignée dans les R-PP du FCPF et dans les plans d'investissement du PIF. Sans une bonne compréhension et prise en compte du rôle du secteur privé au moment de la phase de conception, les décisions stratégiques risquent de ne pas encourager la participation future du secteur privé (par exemple, allocation de droits aux carbone, niveaux de référence des émissions, etc.).

Principales activités à financer	Estimation budgétaire (USD)	Résultats attendus	Personnel d'appui à l'activité
----------------------------------	-----------------------------	--------------------	--------------------------------

AF13 : Contrat de consultant pour l'évaluation nationale du rôle du secteur privé dans 2 pays du FCPF au plus (suivi par des dialogues au niveau national avec une audience ciblée dans 4 pays au maximum)	Total : 450.000 AF13 : 150.000 (un cofinancement de 150.000 sera recherché)	<b>AF13</b> : 1 ou 2 dialogues à l'échelle nationale et rapport comprenant des recommandations pour mieux prendre en considération le rôle du secteur privé pour la conception des politiques de REDD+.	<b>AF14</b> : 2 ou 3 dialogues à l'échelle nationale et rapport comprenant des recommandations pour mieux prendre en considération le rôle du secteur privé pour la conception des politiques de REDD+.	<b>Personnel de la FMT/BM :</b> Temps prévu pour la FMT  AF13 : 10 semaines	<b>Appui de consultants</b> AF13 : 12 semaines
AF14 : 2 à 3 dialogues supplémentaires au niveau national sur la base du premier dialogue réalisé lors de l'AF13.	AF14 : 300.000				

**5. Activité proposée :** Registres pour la REDD+

**Justification :** À ce jour, l'expérience pratique a été quasiment inexistante pour permettre d'illustrer l'intégration des activités infranationales et/ou les réductions d'émissions dans la comptabilité nationale. Certains pays comme la RDC ont franchi les premières étapes de développement d'un registre national. Un registre national étant généralement nécessaire pour tous les pays REDD+, l'activité proposée permet une approche uniforme du processus de développement de registres et évite la duplication du travail dans les pays du FCPF.

Principales activités à financer	Estimation budgétaire (USD)	Résultats attendus		Personnel d'appui à l'activité	
AF13 : Rassembler un groupe d'experts appuyé par un Panel consultatif technique ad hoc pour établir des standards à l'intention des développeurs de systèmes de registres. La FMT soumettra des propositions au CP d'une approche globale de développement de registres et/ou de développement de termes de référence génériques à l'intention des pays afin que les pays REDD Participants puissent développer un système national de registre conforme à leurs besoins. Aider plusieurs pays à évaluer leurs besoins	Total : 425.000 AF13 : 225.000 AF14 : 200.000	AF13 : Proposition au CP d'une approche globale de développement des registres et/ou termes de référence à l'intention des Pays REDD Participants	AF14 : Conception générale des registres dans de nombreux pays et conception avancée dans les pays participant au Fonds Carbone	<b>Personnel de la FMT/BM :</b>  AF13 :  Temps prévu pour la FMT : 10 semaines	<b>Appui de consultants</b> AF13 :  Contrat du Panel consultatif technique : 50 jours

<p>par rapport au cadre de base développé et mettre au point un plan pour faire face à ces besoins.</p> <p>AF 14 : Poursuite de l'assistance aux pays pour la conception des registres et appui ciblé à quelques pays à travers le Fonds Carbone.</p>					
	<p><b>Grand Total</b>  <b>AF13 : 1.523.000</b>  <b>AF14 : 1.749.000</b></p>				

**Tableau 2 : Récapitulatif des ressources et des emplois à long terme du financement pour la préparation**  
(En millions d'USD, en date d'octobre 2012)

Emplois	Oct. 2012	
		<b>Total</b>
Engagements (subventions) auprès des Pays REDD+ (35 @ USD 3,8 millions)		133,0
Coûts administratifs, opérationnels et nationaux dont :		72,4
<i>AF09-12 Coûts réels</i>	20,7	
<i>AF13 Coûts budgétés</i>	11,8	
<i>AF14-20 Coûts prévus</i>	39,9	
Réserve pour le renforcement des capacités des Partenaires à la mise en œuvre en matière de règlement des différends		2,0
<b>Emplois totaux</b>		<b>207,4</b>
Ressources		
Financement engagé (aucune promesse financière actuellement)		239,8
Réserve estimée		
<b>Réserve : Financement engagé moins emplois totaux</b>		<b>32,4</b>

**Tableau 3. Financement requis pour d'autres activités supplémentaires possibles en date d'octobre 2012**

Activités supplémentaires possibles	
Budget des activités supplémentaires proposées pour l'AF13 selon cette Note de la FMT	1,3
Financement supplémentaire pour les pays ayant démontré des avancées considérables en matière de préparation (à hauteur d'USD 5 millions par pays), en supposant que 20 pays remplissent ce critère d'ici l'AF15	100,0
<b>Financement total requis pour les activités supplémentaires</b>	<b>101,3</b>
<b>Déficit de financement (Financement total requis pour les activités supplémentaires moins la réserve)</b>	<b>68,9</b>
Réouverture potentielle du FCPF pour inclure de nouveaux pays (USD 5,9 millions par pays <sup>2</sup> ), avec une hypothèse de 11 pays supplémentaires <sup>3</sup>	63,8
<b>Déficit en financement (Financement total requis pour les activités supplémentaires plus le financement pour couvrir la réouverture potentielle à 11 nouveaux pays moins la réserve)</b>	<b>132,7</b>

Hypothèses :

<sup>2</sup> Ce chiffre d'USD 5,8 millions est calculé en répartissant tout simplement le total prévu des coûts du Fonds de Préparation (USD 207,4 millions) entre 36 pays. Ce chiffre inclut donc les coûts fixes et variables.

<sup>3</sup> La décision sera prise à la PC14 (Mars 2013).



- 1) Subventions prévues pour 35 Pays REDD participants : les 37 sélectionnés initialement pour faire partie du FCPF à l'exception de la Tanzanie (bénéficiant d'un financement bilatéral) et la Guinée équatoriale (accord de participation non signé avant le 1<sup>er</sup> février 2012).
- 2) Budget opérationnel constant jusqu'à l'AF16 (y compris une estimation pour la poursuite des activités supplémentaires) et une réduction annuelle de 20% après l'AF16.

## Annex 1

### Activities to be supported through the Readiness Fund

#### Additional Information

##### 1. Reference Levels and MRV

1. **Title:** Practical tools for development of integrated Reference Levels (RL) and Measurement, Reporting, and Verification (MRV) systems
2. **Objective:**

This activity enables REDD+ countries to understand technical, capacity and policy implications of the approaches they choose to developing RL and MRV systems, which play a critical role in REDD+ financing. Many REDD+ countries have relied on foreign consultants thus far, and have not begun substantive work. These proposed tools and activities are planned as an integrated set to: a) help countries decide what to do first as no-regrets actions, and b) learn from the first pilot countries how best to revise tools and training to make them available quickly to all FCPF countries.
3. **Rationale:**
  - a. The FCPF has worked on reference levels and MRV since its inception. The FMT contracted Winrock International to develop a draft decision support tool for RLs, and to hold a workshop at the World Bank in November 2011 with four FCPF REDD+ countries to evaluate their needs. Early results of this work were presented by FMT staff at the UNFCCC Expert Meeting on Reference Levels in Bonn in November 2011, and at the Forest Day 5 panel on REDD+ reference levels organized by FMT staff in cooperation with FAO. The FMT has also supported early MRV decision making in about a half-dozen FCPF countries during visiting missions, and participated in numerous MRV expert meetings and workshops.
  - b. The joint UN-REDD/FCPF Country Needs Assessment showed that RL and MRV are key areas where countries identified strong needs for technical assistance and guidance that is appropriate for national capacities. Early implementation of activities related to RL and MRV shows that technical capacities in REDD+ countries are limited and guidance and support are needed to initiate and perform the work, including the development of sound terms of reference, preparation of bidding documents to solicit quality services, evaluation of technical proposals, supervision of technical work, etc. REDD+ countries need assistance in assessing the multitude of methodological and technological options, each of which have trade-offs and cost implications to consider. Staff and task teams within the World Bank (and other Delivery Partners) require enhanced capacity and knowledge to support REDD+ countries on technically complex activities funded by the FCPF.
  - c. The technical work often entails important technical decisions linked to policy (e.g., related to the definition of forests or technology options for forest monitoring) that stakeholders, technical experts, and policy makers need to understand. The proposed tools and activities will

enable REDD+ countries to make informed decisions and conduct technical work efficiently, while leveraging related ongoing international initiatives.

- d. The FMT can effectively support both REDD+ countries and World Bank (Delivery Partner) operational units in preparing, structuring and supervising country-implemented work on RL and MRV. The FCPF grant is the principal source of funding for RL/MRV technical activities in many countries. While focusing on readiness preparation, the proposed activities will also directly inform the methodology development for the Carbon Fund in FY13, and benefit FCPF countries that are considering the development of emission reduction programs.
- e. Other related initiatives that can complement the proposed activities include: (i) Global Observation of Forest and Land Cover initiative is periodically updating a Sourcebook (based on IPCC Good Practice Guidance and referenced in many R-PPs), and the adoption of good practice could be promoted more effectively through the development of training and capacity building tools; (ii) Global Forest Observation Initiative is promoting the development of guidance and methods material for application of remote sensing for REDD+ MRV – however, this material will not be available until 2014/15 and is designed to primarily inform expert audiences; and (iii) regionally, the Lowering Emissions in Asia's Forest (LEAF) program, for instance, is promoting capacity building for forest mapping and forest carbon accounting. FAO (in its role in UN-REDD) is helping countries in the long-term challenge of developing their National Forest Monitoring systems (NFMS), with the understanding that this system will support the production of measurable, reportable and verifiable estimates for required variables like carbon or safeguards. The FAO/UN-REDD focus is on supporting work in countries with UN-REDD Joint National Programs, with a longer-term perspective (e.g., to promote country capacity for national forest inventories and to begin implementation of them). These countries potentially include: Bolivia, Ecuador, Mexico, Panama; DRC, Nigeria, Tanzania, Zambia; Cambodia, Indonesia, Sri Lanka and Vietnam. In some countries where this effort is advancing, FAO will start work on RL/REL.
- f. The FMT's proposed tools and activities effectively complement more technically focused and longer-term initiatives by other organizations, by focusing on the generation and testing of decision support tools to assist FCPF REDD+ countries in making early capacity and institutional decisions on the reference level and MRV work; and to help build fundamental in-country capacity for implementation, especially for a few countries considering applying to the Carbon Fund to test performance-based payment approaches.

#### 4. Key activities to be supported in FY13:

- a. **Further development of the draft Winrock International decision support tool for REDD+ reference levels, including adding in MRV design considerations.** This tool will guide users through critical technical and policy decisions in the context of developing RLs, integrated with the MRV system to measure and report emissions reductions. Major country decisions include the scope (deforestation, degradation, carbon stock enhancements) and scale (sub-national to national) of REDD+ in a country, and what data and methods are used to account for emissions from different forest types and carbon pools. This activity builds on initial work performed with

Winrock under contracts with the World Bank. The existing material will be revised and piloted in a few REDD+ countries that have expressed interest in submitting an Emission Reductions Program to the FCPF Carbon Fund, and improved based on the feedback and experiences gained during an initial testing phase. The target audience is broad and includes REDD+ focal points, technical experts (e.g., working on forest inventories), policy makers, forest managers, forest users, and potentially operational staff of Delivery Partners.

- b. **Development of tutorial and learning modules for RL and MRV.** The material is to be structured such that it can be presented stand-alone (e.g., in the form of a 1-2 day workshop), or be part of longer topically-related workshops. The modular format will facilitate the dissemination to audiences of varying technical backgrounds. The tutorials (accompanied by case studies and exercises) will be documented so they can be easily used and communicated by others (e.g., technical advisors in REDD+ countries). The materials will build on existing guidance documents, such as the GOFC-GOLD sourcebook, to avoid any duplication. The target audience is technical experts, but would also inform technical government staff, project managers, advisors and consultants supporting REDD+ countries.

**5. Estimated Budget (USD): the same budget applies for FY13 and for FY14:**

Further development and enhancement of decision support tool	\$120,000
Development of tutorial and learning modules	\$120,000
Pilot-testing of decision support tool and tutorials in 2-3 countries	\$75,000
Finalization and review of decision support tool	\$30,000
Finalization and review of tutorial	\$10,000
Printing, translation, dissemination	\$20,000
<i>Total FY13</i>	<i>\$375,000</i>
<i>Total FY14</i>	<i>\$375,000</i>

**6. Personnel to support the activity:**

The work is to be performed through consultant contracts supervised by the FMT (lump sum contracts following standard WB procurement procedures). The FMT will develop terms of reference and procurement documents, guide the consultants, review and assess deliverables, co-organize in-country pilot-testing workshops, and present and disseminate the final products. If possible the funds would be used to seek feedback and test the material in the context of topically related international or regional workshops. As for previous workshops co-organized by the FMT, other development partners are likely to co-finance such workshops. The required FMT staff time (full-time equivalent) in FY13 is a total of 10 weeks. FY14 support by the FMT consists of the same activities continued in other countries, the finalization of tools, and estimated FMT staff time of 10 weeks.

## **2. Country Capacity Building for REDD+**

### **1. Title: Building REDD+ capacity for social inclusion, governance diagnostics and setting up grievance redress mechanisms**

### **2. Objective:**

This activity covers support for capacity building for several key stakeholder groups on three inter-related topics: (i) Safeguards (with an emphasis on SESA/ESMF); (ii) Stakeholder Consultations; and (iii) Grievance Redress Mechanisms.

The support on this topic will be provided at two levels:

- A. **Capacity building for Social Inclusion** through regional workshops inclusive of key stakeholder groups from several countries in a region, and
- B. **Piloting grievance redress mechanism and governance** aspects for REDD+ at the country level in 2 FCPF countries, the results from which would be disseminated to other countries.

### **A. Capacity building for Social Inclusion**

### **3. Rationale:**

- a. In response to the need identified via the Country Needs Assessment and other recent activities—including World Bank missions in support of Readiness Preparation grant formulation or implementation—the FMT proposes to undertake a more comprehensive and synergistic approach to capacity building for REDD+. The chief means of doing this would be a series of four regional training workshops planned and implemented in conjunction with other previously scheduled FCPF events (such as a PC meeting or an Indigenous Peoples dialogue), in order to save on travel costs. By actively “decentralizing” training and covering several major themes in the same event, the aim would be to build the technical capacities of several key stakeholder groups at once: Government officials, consultants, World Bank and delivery partner staffs, in-country CSOs, and indigenous peoples and other forest-dwelling people. Casting such a wide net would provide those who already have some understanding of the topics at hand with the knowledge and tools needed to train others, thereby creating a “cascade effect” whereby vital knowledge on REDD+ is transferred downwards from higher levels (in administrative jurisdictions, or in organizational structures), reaching lower-level actors who can use it.
- b. The topics that we propose to cover in these 3-4 day workshops respond to the expressed desire of REDD+ countries, donors, and others to make REDD+ more socially inclusive and environmentally sustainable. Training on SESA/ESMF as a means to promoting both social and environmental sustainability and safeguards compliance under the Common Approach, is very timely, given the number of Readiness Preparation grants that are expected to be signed in the next few months. Consultation and participation processes for REDD+ Readiness, which are closely related to SESA, have long required effective capacity building at every level. Finally, feedback and grievance redress mechanisms (or FGRMs, as they are referred to in the latest version of the R-PP template), are not only linked to SESA and consultation processes, but are

also becoming recognized as integral to the Readiness Preparation process as a whole. This was shown most recently by the PC's decision to make additional resources available to recipient countries (up to \$200K per country) to assist them in the design and implementation of effective FGRMs.

**4. Key activities to be supported in FY13:**

The activity consists of 4 regional workshops, 2 in FY13 and 2 in FY14. In light of the need for sufficient prior preparation, the workshops have been spaced out; as such, they are proposed to be carried out over a period of roughly 16 months, starting in November 2012. The proposed schedule for the workshops is as follows:

- FY13 2<sup>nd</sup> quarter: Anglophone Africa
- FY13 3<sup>rd</sup> quarter: East and South Asia
- FY14 1<sup>st</sup> quarter: Francophone Africa
- FY14 3<sup>rd</sup> quarter: Latin America

Proper implementation of these workshops would involve expenses for the refinement of existing training resources and the production of new ones, the hiring of consultants to help with this task or to serve as workshops facilitators, etc. For example, part of the funding request would cover the costs associated with the production of an eLearning course on Safeguards for REDD+, which has been designed to combine a number of tools and techniques that could be useful in conducting a SESA. The workshops themselves would also make use of the guidance document on setting up FGRMs for REDD+ that are proposed to be developed under activity 2B below (Piloting Forest Governance and Grievance Redress Mechanisms), once it is available, bringing these two additional activities into close alignment.

It is envisaged that the outcomes of these workshop would lead to better guidance on consultation and participation processes, learning on safeguards for REDD+, and guidance on setting up effective FGRMs at the country level.

**5. Estimated Budget for FY13 and FY14 (USD) [for a total of 4 regional workshops]**

Regional Workshops with estimated 50 participants each (travel, venue etc.)	\$200,000
Workshop preparation training materials	\$19,000
Short term consultant to assist with workshop logistics	\$10,000
Supervision, support, travel of FMT &WB staff	\$117,000
<i>Total FY13</i>	<i>\$346,000</i>
<i>Total FY14</i>	<i>\$346,000</i>

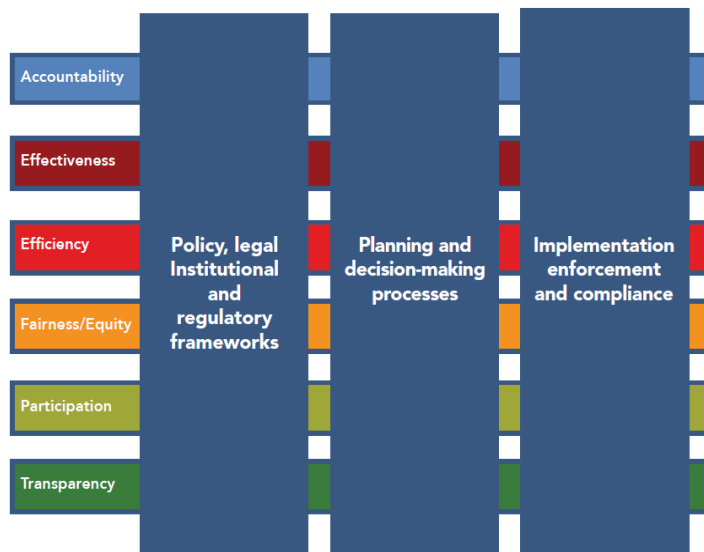
*The PC has approved \$200,000 at PC12 for this activity.*

**B. Piloting Forest Governance and Grievance Redress Mechanisms at the country level through piloting in 2 FCPF countries**

6. **Rationale:**

- c. The country needs assessment for REDD+ readiness shows that 80% of all countries surveyed gave high priority to governance (esp. institutional strengthening, improving legal frameworks and equitable benefit-sharing). Thus, a practical approach for improvement of governance for forests is necessary to the successful implementation of REDD+ strategies. PROFOR's "User's Guide for a Forest Governance Diagnostic Tool" offers a practical tool for the assessment and monitoring of forest governance and identifying the "governance gaps". The tool organizes the scope of forest governance under 3 pillars which are themselves underpinned by six principles of good governance. (See Fig 1).

Figure 1: Pillars and Principles of Forest Governance



- d. *Approach: Piloting Forest Governance: Utilizing PROFOR's Forest Governance Diagnostic Tool in REDD+*

Briefly, the tool consists of a set of indicators and a protocol for scoring the indicators which relies on structured multi-stakeholder inputs. Piloting experiences, from Burkina Faso, Kenya and Uganda, have confirmed the feasibility of using the results to design forest governance reforms for REDD+. The case of Burkina Faso is noteworthy, as governance gaps have been well integrated into the "drivers of deforestation" analysis, in their R-PP (equivalent) document.

- e. FCPF is fully cognizant of similar efforts (to assess and improve the quality of forest governance) being undertaken by other agencies including UN-REDD and for the need to ensure complementarities. Bilateral support is being provided by agencies at the country level. For example USAID is piloting PROFOR tool in DRC, and FLEGT is initiating work in Liberia. To this end FCPF is in close touch with the UN-REDD Programme, FAO, EFI and IMFN, to foster this collaboration, including jointly organizing a high-level forest governance learning event at the PA5 meeting in Brazzaville.

- f. Piloting grievance redress mechanisms: In conjunction with the two pilots of the PROFOR governance tool, the national level workshops will also be used to review existing feedback and grievance redress mechanisms (FGRMs) at the national level and engage in a discussion with key stakeholders. Piloting in this way will enable the production of guidelines on how to set up FGRMs for use more widely, particularly in the capacity building workshops proposed under the ‘Capacity Building for Social Inclusion’ activity above.

**7. Key activities to be supported :**

The PROFOR tool will be applied to identify the connections between the underlying drivers of deforestation and degradation and the governance gaps. Review of grievance redress mechanisms will be undertaken. A World Bank expert will provide support for this work.

**For FY13:** 2 countries (to be identified in consultation with countries). Tentatively: 1 country in Africa—Liberia (national workshop in January 2013); 1 country in Asia—Lao, PDR (national workshop in February 2013).

**For FY14:** Piloting in 1 additional country. Organize regional dissemination workshops to create awareness of the tool and its potential use, and to establish a community of practice and a clearing-house for information.

*Key expected outputs in FY13*

- a) Forest governance baseline measures for two countries; identification of the highest priority governance issues requiring improvements in the context of the underlying drivers for deforestation and degradation, and concrete proposals for improvement; indicators to monitor progress in governance reforms.
- b) Case-study based learning and dissemination of material.
- c) Creation of a REDD+ governance community of practice.
- d) An approach paper outlining options for a possible redress mechanism at the country level for each country will be prepared.

**8. Estimated Budget (USD) FY13**

Two National Consultation workshop (travel, logistics)	\$70,000
Preparation of background papers on (governance, grievance redress mechanism)	\$30,000
Governance baseline measures for two countries;	
Approach paper outlining options for a redress mechanism at the country level	\$30,000
Supervision, support & travel from FMT &WB staff	\$87,000
<i>Total FY13</i>	<i>\$217,000</i>
<i>Total FY14</i>	<i>\$108,000</i>



### **3. Linking Local REDD+ initiatives to REDD+ Strategy**

- 1. Title of activity:** Linking lessons learnt from activities to address drivers of deforestation at the local level to REDD+ Strategy development.
- 2. Objective:**

Strengthen countries' capacity to design an efficient and effective REDD+ strategy and implementation framework by sharing lessons from on-the-ground activities aimed at reducing deforestation and forest degradation.
- 3. Rationale:**
  - a. The need for more support on REDD+ strategies is the second highest priority expressed in the Country Needs Assessment by countries irrespective of the region in which they are located. Countries expressed the need for more REDD+ pilot projects, since they offer testing and learning and also help to create buy-in from communities, local and central governments. Whilst the FCPF Readiness Fund does not support on ground pilots, the work proposed here will complement the support being provided by other partners to implement on ground pilots. The proposal is for facilitating exchanges of experiences and lessons evolving from REDD+ pilots among countries in the region that have similar political and geographical characteristics and drivers of deforestation, but that are at different stages of advancement in REDD+.
  - b. Little has been done so far to link lessons from on-the-ground activities to the preparation of the national-level REDD+ strategy. At the recent regional exchanges on benefit sharing through videoconferences organized by the FMT, REDD+ countries restated their interest in face-to-face South-South exchanges on lessons from local REDD+ initiatives, where stakeholders involved in on-the-ground implementation could share evolving knowledge and experiences from pilots with policy makers. The FMT is in the process of synthesizing the lessons from examples of pilots that were presented at the benefit sharing sessions for wider dissemination to REDD+ countries.
  - c. The proposed activity will facilitate south-south exchange of experiences on the opportunity, implementation, institutional requirements and transaction costs of activities undertaken to address drivers of deforestation by synthesizing information from pilots. This will help countries assess technical and financial prospects of REDD+ strategy implementation at the national level.
  - d. The FMT will seek co-financing from other sources, particularly the BioCarbon Fund Plus Program.
  - e. The FMT has good contacts with the REDD+ countries and concrete ongoing initiatives targeted at reducing deforestation and forest degradation through different ways. The FMT also has a good sense of REDD+ countries' priorities in developing the national REDD+ strategies and it is the key component of FCPF readiness grants.
- 4. Key activities to be supported:**
  - a. This activity will be delivered through a three-day regional workshop in Africa bringing together:
    - i) key national-level representatives of REDD+ countries in Africa working on the development of

the REDD+ strategy; ii) representatives of entities implementing REDD+ activities and projects on the ground; iii) representatives of communities participating in the REDD+ activities; iv) potential donors to REDD+ activities.

- b. The workshop will be structured around the responses to the key drivers of deforestation and forest degradation in Africa, and entities conducting concrete projects to address these drivers will present lessons learned. Participants will discuss how to generalize these lessons, and how they can shape national-level policies.
- c. The third day of the workshop will serve as a ‘market place’ where project entities will present their activities and expected results to potential donors and buyers of emission reductions. This should allow ongoing pilot REDD+ projects to identify potential sources of financing to their activities.

**5. Estimated Budget (USD):**

- a. The cost associated with one regional workshop in Africa with 60 participants is estimated at \$102k. A consultant and/or expert/s will be engaged to prepare background notes, including documentation of case studies, to facilitate workshop sessions and to synthesize a report from the workshop discussions. Total costs for the activity, including preparation of background papers, FMT time and costs for assistance with logistical support, is approximately \$210,000.

Regional workshop in Africa with estimated 60 participants (12 countries)	\$102,000
Synthesis of lessons/experiences of responses to drivers of deforestation emerging from REDD+ pilots, workshop facilitation and proceedings	\$51,000
Logistical support, interpretation	\$18,000
Coordination, FMT supervision, travel	\$39,000
<i>Total FY13</i>	<i>\$210,000</i>
<i>Total FY14</i>	<i>\$420,000</i>

The workshop is proposed for February 2013. Two additional workshops in Latin America and Asia will be considered in FY14.

**6. Key deliverables and dissemination of results:**

The outcomes from the workshop will be documented as a report that will highlight lessons drawn from local initiatives and made available to all FCPF countries.

**7. Personnel to support the activity:**

The work is to be performed through consultant contracts that will be supervised by the FMT. The FMT will develop terms of reference and guide the consultants for preparation of background documents for the workshop, facilitation of workshop and documentation of final report, and will present and disseminate the final products. A short term consultant will be engaged to handle workshop logistics. The required FMT staff time (full-time equivalent) is 4 weeks in FY13 and 8 weeks in FY14.

#### **4. Country dialogues on the Role of the Private Sector in REDD+**

**1. Title of activity:** Country dialogues on the Role of the Private Sector in REDD+

**2. Objective:**

- a. The proposed activity consists of country dialogues on the role of the private sector in REDD+ and the conditions for this role to materialize. The aim is to achieve a better understanding and consideration of the role of the private sector at REDD+ policy design stage in REDD+ countries.
- b. There is very little engagement of the private sector in the REDD+ policy making agenda, and almost no consideration of the roles of the private sector by the countries in their preparation for REDD+. This shortfall is often noted in FCPF R-PPs and FIP Investment Plans. Without a good understanding and consideration of the private sector's role at the policy design stage, risks exist that strategic decisions may be made that do not foster future participation by the private sector (e.g., allocation of carbon rights, RELs, etc.).
- c. The FCPF is a partnership aiming, inter alia, to support REDD+ countries in building their capacity to benefit from possible future systems of positive incentives for REDD+. As such, it should contribute to a better understanding of the issues by both the private and the public sector, in order to enable the design of policies and frameworks that are attractive to the private sector.
- d. The FMT conducted informal discussions with interested initiatives, *including UN-REDD, the World Wide Fund for Nature (WWF), the Coalition for Rainforest Nations, and the Climate Markets & Investment Association (CMIA)*, to define the best way to achieve this goal, building upon and complementing existing or ongoing studies. In parallel, the FMT discussed the topic with FIP who is a natural partner, also willing to catalyze private investments. The proposed activity results from these discussions and the expressed will among these entities to form an advisory group for the activity (the Advisory Group<sup>4</sup>).

**3. Rationale:**

*3.1. The Challenge*

- a. Most REDD+ financing today comes from public sources. However, the challenge of financing and implementing REDD+ will not be overcome by public resources only. Regardless of the outcome of the UNFCCC or other regimes, it is widely thought that the private sector will also be needed to provide the required capital and expertise to implement REDD+. While estimates vary on the annual investment needed to achieve REDD+ at the scale required to stabilize global climate change, several studies suggest that it is in the range of tens of USD billions.

---

<sup>4</sup> Other entities could join the Advisory Group in the future. These could include the International Finance Corporation (IFC) and initiatives such as the World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), the World Economic Forum (WEF), the Climate Bond Initiative, etc.

- b. The private sector's involvement in REDD+ to date has been mainly in the voluntary carbon markets, in demonstration activities as a project implementer (mostly in partnership with NGOs), or as a buyer of credits. Those activities were mainly driven by Corporate Social Responsibility (CSR) or pre-compliance motivations, were always performed at project level, and currently amount to tens of USD millions per annum.
- c. The private sector is also linked to REDD+ as a driver of deforestation, either directly in land-use related sectors such as timber, agriculture, mining, energy and infrastructure, or indirectly when its operations involve commodity processing, distribution or finance.
- d. REDD+ strategies and policies are being designed and will be implemented predominately by national and subnational governments. These large undertakings are likely to impact any direct or indirect land-use-related private company—as well as offering new opportunities for private sector roles in the delivery and monitoring of programs by providing a wide range of services, infrastructure, training, investments and best practices for forest or agricultural land management. Many companies are well-placed to provide such services and investments in many countries in which they now have operations.
- e. The private sector needs to better understand these upcoming structural changes, and evaluate the new business opportunities and sustainability objectives that will arise. Private sector entities already involved in REDD+ also may need to consider integrating their operations into emerging national systems, moving from project to national level.
- f. The private sector can play several roles in REDD+, through the purchase of Emission Reductions but also as a direct financier, service and technology provider, project developer, investor and implementer, potentially within Public-Private Partnership schemes. The private sector can also be a partner accompanying structural changes that will affect the land-use value chain.
- g. On top of the legal and governance conditions needed to attract the private sector in general, there are specific issues relating to the private sector involvement in REDD+ in a country. These include the design choices for REDD+ architecture in the country and how the project level is linked to the national level, the benefit sharing schemes, the available risk management instruments and the incentives put in place in the country and internationally.

### *3.2. Reflections to date on the role of the private sector in REDD+*

- a. There has been a great deal of discussion and numerous analyses of the role of the private sector in REDD+ and climate finance more generally. Much of the discussion has been general in nature, treating the private sector as a single entity, despite the heterogeneity of its activities.
- b. Some analyses to date adopt top-down approaches and address the REDD+ design options that are most likely to attract the private sector. Others follow bottom-up approaches and analyze country or sector-specific conditions to determine options and enabling frameworks for the private sector's involvement. Table A1 below describes some of the most recent analyses:

**Table 1: Recent analyses on the role of the private sector in REDD+**

Initiative leading the analysis	Year	Topic	Countries covered	Process	Outcome
Conservation Finance Alliance / PwC	2010	<p><i>“National REDD+ funding frameworks and achieving REDD+ readiness - findings from consultation”</i></p> <p>A survey of REDD+ activity among Governments, private and public sector project developers, investors and NGO communities in 12 countries. The first detailed analysis of how REDD+ funding is currently, or could in the future be managed and disbursed within the intended recipient nations.</p>	Brazil, Cambodia, Colombia, Costa Rica, DRC, Ecuador, Peru, Tanzania, Uganda, Indonesia, Madagascar , Mexico	Consultation with a wide network of senior level contacts in 60 key organizations.	The study highlights the practical capacity and governance issues facing donor and recipient countries, and prospects for long term engagement with donors and private sector investors. It makes recommendations for the steps needed to encourage REDD+ funding at scale to recipient countries, including specific proposals on how environmental funds could be used by the private sector, especially in geographic regions where high funding and investment risk is perceived.
World Economic Forum/PwC and others	2010	<p><i>“Financing Sustainable Land Use Project (FSLU)”</i></p> <p>Convened businesses from across the value chain of land use with Government officials, civil society and scientific experts to identify concrete actions to accelerate private sector engagement in sustainable land use and REDD+ activities and address the financing gap.</p>	Brazil, Colombia, Tanzania	Workshop format in three countries	Presents a number of policy options that would enable greater private sector engagement in two selected countries, taking into account current barriers to private sector participation and key risk factors, and to transfer the learning from these pilot studies to other countries.

Initiative leading the analysis	Year	Topic	Countries covered	Process	Outcome
UN-REDD	2011	<p><i>“Private sector strategy for the UN-REDD Programme. LAC regional Outlook”</i></p> <p>Look into the main drivers of deforestation in LAC (including agriculture, timber, mining, oil and gas and infrastructure development). Identify the main private stakeholders in each sector and their negative impacts as well as their sustainability commitment. Bring forth a strategy to incorporate the private sector into REDD+ initiatives.</p>	UN-REDD Pilot and Partner Countries in LAC.	Country based approach focused on drivers of deforestation in LAC. No stakeholders’ dialogue. Desk review and a case study in Paraguay.	Recommendations on strategy orientations in each sector to encourage private sector participation in REDD+ initiatives.
Prince's Rainforest Project	2010	<p><i>“REDD+ and Agriculture Proposed Solutions from the Private Sector”:</i></p> <p>How Agricultural production could be expanded without further deforestation and how emerging REDD+ frameworks and finance could help achieve this goal .</p>	Brazil, Indonesia, Malaysia, West African Countries including Ghana, Ivory Coast and Nigeria.	Country based approach focused on Agriculture with stakeholders’ dialogue. Focus on certain commodities (Palm Oil, Soy, Cocoa and Cassava). Meetings amongst large agricultural companies operating in rainforest countries followed by eight regional meetings in Brazil, Ghana,	Consensus that it is technically feasible to increase agricultural production in these regions without further deforestation, while generating positive economic returns for the private sector. While some public intervention may be required to reduce upfront risks, to stimulate the flow of credit and to create the right enabling conditions, major public subsidies would not be required. A set of proposed

Initiative leading the analysis	Year	Topic	Countries covered	Process	Outcome
				Malaysia and Indonesia bringing together private sector representatives, NGOs and Governments.	generic interventions linked to specific drivers of deforestation were proposed, potentially as part of integrated low carbon development plans for each country featuring complementary activities to reduce deforestation.
Commodity Roundtables	Since 2011, willingness to build bridges with REDD+.	<p>- Agricultural Commodities (Palm Oil, Sugar Cane, Cocoa, Soy, Cattle): The role of commodity roundtables in promoting solutions to increasing yields without agricultural expansion is explored. A workshop was organized on the topic in September 2011.<sup>5</sup></p> <p>- Other Commodities (Timber, Oil &amp; Gas) may have interest in adopting similar approaches</p>	Worldwide	<p>Certification/ Encouraging best practices and promoting better supply chain commitments and tracking (through sustainability standards).</p> <p>Workshops and consultations to build bridges with REDD+.</p>	<p>Workshop's outcome:</p> <p>Commitment to explore the degree to which commodity roundtables could be more closely aligned with REDD+, such as how climate finance could help reduce barriers to certification. Explore options to apply tools in tandem, including REDD+, payments for environmental services, voluntary commitments, standards, regulations, and lending policies, and tailor them to each unique situation.</p>

<sup>5</sup> <http://ccafs.cgiar.org/blog/updates-workshop-commodity-roundtables-avoided-forest-conversions-subnational-redd>

Initiative leading the analysis	Year	Topic	Countries covered	Process	Outcome
World Economic Forum	2010/2011	<p><i>“Proposals from the Private Sector for Engagement at Scale in REDD+”</i>: The project examines how to:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Use private sector resources and capabilities across the value chain to quickly build an effective REDD+ mechanism and implement ongoing REDD+ action at scale,</li> <li>• Raise private sector finance to do so, including but not limited to carbon finance and carbon markets,</li> <li>• Increase the impact of public sector fast start funding through private sector engagement.</li> </ul>	Worldwide	Desk review and consultations with public and private sector representatives, NGOs and experts.	Set of recommendations and proposals from the private sector. Engaging stakeholders’ dialogues identified as an immediate next step.
Philippino-Swiss Initiative	2011	<p><i>“Towards Building a Governance Framework for REDD+ Financing”</i>: The initiative aims to identify, through facilitated discussions among key stakeholders, the critical elements for a governance framework that presents sustainable and secure financing options for REDD+ results-based activities.</p>	Worldwide/ partnership with the Philippines.	Desk review and bringing together different REDD+ stakeholders, including negotiators, private sector, and non-governmental organizations to discuss 1) current state of	Workshop in October 2011 in Panama + Report in December 2011 analyzing the sources of financing for REDD+.



Initiative leading the analysis	Year	Topic	Countries covered	Process	Outcome
				REDD+ financing, 2) present case studies on forest governance with special attention to finance and 3) potential elements of a governance framework for REDD+ financing.	
DFID/Winrock/Climate Focus	2010	<i>“Engaging the private sector in the potential generation of REDD+ Carbon Credits”</i> : Design options (incentives and risk sharing schemes) and instrument for reducing risks and raising finance.	Worldwide	Theoretical analysis of options	Proposal of design options. Mainly focused on the private sector involvement with a view of purchasing or acquiring carbon credits (for compliance, CSR objectives or for financial return)
WWF/Global Canopy Programme/Climate Bonds Initiative	2011	<i>“Unlocking Forest Bonds: A High Level Workshop on Innovative Finance for Tropical Forests”</i> <sup>6</sup>	Worldwide	Consultation with private sector finance experts	Workshop in February 2011 in London discussing the necessary conditions for bonds to become a useful large-scale financing mechanism in the effort to save tropical forests

<sup>6</sup> [http://awsassets.panda.org/downloads/unlocking\\_forest\\_bonds\\_low\\_res.pdf](http://awsassets.panda.org/downloads/unlocking_forest_bonds_low_res.pdf)

Initiative leading the analysis	Year	Topic	Countries covered	Process	Outcome
World Bank PROFOR/PwC	2012	<p data-bbox="520 344 980 448"><i>“Making Benefit Sharing Arrangements Work for Forest-Dependent Communities”</i></p> <p data-bbox="520 480 953 651">A review of over 30 benefit sharing mechanisms around the world, currently being used by public and private sector entities to incentivize sustainable forest management.</p>	Cameroon, Ecuador, Uganda, Brazil, Tanzania, Uganda, Cambodia, Indonesia, The Philippines, Brazil, Mexico	Desk based review and interviews with organizations establishing and benefiting from these benefit sharing mechanisms	Produced a detailed options assessment tool for use by FCPF governments to put in place the building blocks for those mechanism types best suited to their level of REDD+ readiness, and country context. Many enabling actions within these building blocks could help facilitate greater private sector investment in REDD+ projects.

### *3.3. Comparative advantage of the proposed activity:*

- a. The above analyses provide useful outcomes for a better involvement of the private sector in REDD+ and were widely shared with -if not emerging from- a variety of stakeholders, including policy makers. However, there is still very little actual engagement of the private sector in the REDD+ policy making agenda at the national level, with almost no consideration of the roles of the private sector by the countries in their preparation for REDD+. This shortfall is often noted in FCPF R-PPs and FIP Investment Plans.
- b. Although R-PPs often do evidence engagement with domestic business associations, this has not been at the depth that could occur to underpin the beginnings of true cross-sectoral REDD+ strategies. In particular, the perspective of local and international companies engaged in ethical investment or existing investors in forestry or commodities open to adjusting their investment strategies is limited. There could be greater engagement with the private sector, including both the private sector that is involved in deforestation drivers and “impact investment” oriented private sector entities that could form part of a country’s implementation strategies. Without a good understanding and consideration of the private sector’s role at the policy design stage, risks exist that strategic decisions may be made that do not foster future participation by the private sector (e.g., allocation of carbon rights, RELs, etc.).

### **4. Key activities to be supported:**

- a. The activity involves conducting about four in-depth country specific analyses of the potential roles for the private sector and the conditions for its involvement through initiating country dialogues between policy makers and private sector stakeholders. The objective is to conduct two country dialogues in FY13. The two other country dialogues would be conducted in FY14 (subject to financing), and will learn from the experiences of the initial ones.
- b. The activity has three objectives and steps: 1) Conduct a top-down analysis of the country context; 2) Complement with a bottom-up survey on the private sector’s perception of and positioning towards REDD+; 3) Facilitate a dialogue between the public sector and the private sector in the country, based on the conclusions of steps 1 and 2.

#### *4.1. Country selection*

- a. It is important to select countries that are represented in fora where REDD+ strategies are elaborated, since the objective is to achieve a better consideration of the role of the private sector in REDD+ policy designs. The FMT proposes that countries to be selected be covered by at least three of the initiatives which form the Advisory Group, to ensure coordination across these efforts and to provide leverage among them. These initiatives are the FCPF, UN-REDD, FIP, the Coalition for Rainforest Nations, WWF and CMIA<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> The countries to be considered are: (i) FCPF’s REDD Country Participants, (ii) UN-REDD’s Partners and Pilot Countries, (iii) FIP Pilot Countries, (iv) The members of the Coalition for Rainforest Nations and (v) the countries where WWF has an active REDD+ policy dialogue. CMIA is a thematic association with a global coverage.

- b. Countries which meet this criterion of involvement in at least three Advisory Group initiatives include:
- Latin America and the Caribbean: Argentina, Colombia, Costa Rica, Guatemala, Guyana, Honduras, Mexico, Panama, Paraguay, Peru.
  - Africa: DRC, CAR, Congo, Gabon, Ghana, Kenya.
  - Asia and the Pacific: Indonesia, Nepal, Papua New Guinea, Vietnam.
- c. In addition, the following criteria have been suggested in Advisory Group discussions to date, in order to (i) increase the chances that the country dialogue will have an actual impact on the policy design and (ii) maximize the usefulness of the lessons learned from the 4 country dialogues in other similar country contexts:
- Representative forest conditions, with a view to the various forest conditions being represented in the selected countries.
  - Potential to build on a major existing initiative on the role of the private sector in REDD+ in the country, which could be led by a member of the Advisory Group (but not necessarily);
  - Existing dialogue on private sector and REDD+ to build on (for example through agriculture commodity roundtables) ;
  - Potential for co-financing for country dialogue from other initiatives;
  - Government started outreach to the Private sector on REDD+, as publicly stated or announced by the Government, or contained in their R-PP or REDD+ strategy.
- d. The countries to be selected will not necessarily meet all these conditions, but those that meet most of them can be considered relevant candidates.

The FMT and the Advisory Group for this activity would discuss selection criteria of the initial pilot country or countries for FY13; and identify a set of four countries for country dialogues over two years.

#### *4.2. Proposed methodology*

Early ideas on the organization of the country dialogue include the following three steps:

- **Step 1: Conduct a top-down analysis of the country context.**

This analysis will cover the national REDD+ policy documents and assess the public sector's understanding and perception of (i) current private sector involvement in REDD+ and (ii) what the role of the private sector should be. It will also describe the private sector structure in the country and its current involvement in or relation to REDD+ (also as a driver of deforestation). This first step should also identify the key initiatives on the role of the private sector in REDD+ in the country, and analyze the reasons why there was little consideration of the private sector's role in policy documents.

- **Step 2: Complement with a bottom-up survey on the private sector's perception of and positioning towards REDD+.**

The major private sector stakeholders in the country whose operations could be affected by REDD+ policies by creating new opportunities or constraints will be identified. They will be consulted /interviewed to assess their level of knowledge and understanding of REDD+.

- **Step 3: Facilitate a country dialogue between the public sector and the private sector in the country, based on the conclusions of Steps 1 and 2.**

The objective is to raise awareness (i) from the private sector's side on the policy implications and the new opportunities offered through the implementation of REDD+ policies and (ii) from the public sector's side on the facilitating conditions for the private sector to play a role in REDD+ and be prepared for the new policy orientations.

## **5. Key deliverables and dissemination of results**

The key deliverables of the activity are the following:

- Country dialogues through workshops where major public sector and private sector stakeholders as well as local communities and Indigenous People would be represented.
- Recommendations and proposals made following each workshop with a clear identification of next steps to engage the private sector in REDD+ in the country context, including potential immediate actions.

The activity should also provide concrete conclusions which could feed into other countries' experiences and help initiate the same kind of dialogue. It is considered that such a country-specific approach, building upon existing initiatives, is more likely to provide pragmatic lessons learned and help design enabling frameworks. Consideration and inclusion of the role of the private sector in REDD+ policy documents, such as R-PPs, is an indicator of success.

## **6. Estimated Budget (USD)**

The cost associated to each country dialogue is estimated at \$150,000. The proposed activity, which would cover four country dialogues, is therefore anticipated to cost \$600,000.

The FMT proposes that the FCPF finance \$450,000 of this budget. The FMT and the Advisory Group for this activity would discuss co-financing opportunities for the studies to be conducted in FY13 and in FY14 for the balance of the proposed \$600,000 total budget. Discussions would be held with Advisory Group partners, including UN-REDD; and with other potential partners who could join the Advisory Group via a commitment of funds to the activity.

**Estimated budget per country dialogue**

Consultant costs	\$30,700
Workshop	\$78,000
FMT/WB co financing initiative time	\$12,500
Travel	\$28,800
<i>Total FY13</i>	<i>\$150,000</i>
<i>Total FY14</i>	<i>\$300,000</i>

**7. Personnel to support the activity**

The FMT and the Advisory Group will discuss selection criteria of the initial pilot country or countries for FY13, and identify a set of four countries for country dialogues over two years.

As mentioned above, the FMT and the Advisory Group will discuss co-financing opportunities for the balance of the proposed total budget (\$150,000 of the total \$600,000, for four countries over FY13 and FY14).

If no co-financing opportunity is identified for FY13, the organization of the first country dialogue will be fully coordinated by the FMT. The FMT will supervise the in-depth analysis; organize the workshop and ensure outcome dissemination.

Where co-financing will be available, the distribution of work between the FMT and the co-financing initiative/institution will be determined on an ad-hoc basis.

## **6. Proposed Activity: Registries for REDD+**

1. **Title:** Framework for Registries for REDD+
2. **Objective:** To develop a basic initial framework for a national registry system for tracking carbon and financial flows for REDD+, creating geo-referenced databases of projects, facilitating their approval by national authorities, making them publicly accessible and connecting them with other systems will prove critical to the credibility of future REDD+ transactions. This can then be adapted to individual country needs.
3. **Rationale:** To date there is little practical experience illustrating how activities at the subnational level and/or emissions reductions can be integrated into national accounting. REDD+ registries could be an important tool to centrally record the information from sub national activities and facilitate transparency and tracking of that information that could eventually be linked to a national system. The term “registry” in this context refers to the electronic infrastructure, rules and operational procedures designed to ensure accurate, efficient and transparent recording of REDD+ actions, their respective emission reductions as well as the issuance of REDD+ units and tracking of results-based payments. REDD+ registries could ensure important information is captured, processed and stored in a consolidated, transparent, and easy-to-interpret manner. Centralized information storage and access could help to manage implementation of pilots, results-based funding, private investment, and potentially REDD+ carbon markets if a market-based mechanism is used.

Some REDD+ countries are already beginning to develop registries for REDD+, whilst many others recognize the need for registries. To avoid duplication of work by REDD+ countries on the development of individual national registries (with the attached high cost and effort), and the risk of incompatible systems emerging as a result, the FMT is proposing to start a line of work to help REDD Country Participants assess their needs and identify solutions. REDD+ is potentially not the only field of activities where registries are needed, though REDD+ presents specific challenges (e.g., large territories, myriad actors including rural populations with little or no access to modern means of communications, weak governance).

The design of a registry is part of the national Readiness efforts. It is in fact one of the objectives that a country seeks to achieve as it designs a REDD+ strategy (it is included in component 2c “Implementation Framework” of the R-PP), and the country will thus also consider reporting on achievements in this area as part of its R-Package.

Registries will be important to the integrity of the Carbon Fund’s operations, so those countries participating in the Carbon Fund will likely need to develop systems that meet this need, building on their Readiness achievements. A concept paper outlining the need and options for a REDD+ registry was produced by KfW in cooperation with the FCPF and was disseminated at PC12.<sup>8</sup> At present no other initiative is actively pursuing this issue.

---

<sup>8</sup> See documentation on registries disseminated at PC12, including <http://www.forestcarbonpartnership.org/fcp/sites/forestcarbonpartnership.org/files/Documents/PDF/June2012/R>

**4. Key activities to be supported:** The work to be undertaken in FY13 would consist of two main components:

- i. Convene an expert group, consisting of practitioners from industrialized and developing countries, and industry leaders, supported by an ad hoc Technical Advisory Panel, with the objective of producing a set of building blocks (e.g., program accreditation, geo-referencing, safeguards information systems, asset custody), potentially with minimum design standards, for system developers to use. The expert group would help the FMT make proposals to the PC for endorsement (following a 'wholesale' approach whereby a common core of work would be undertaken to benefit some or all of the REDD Country Participants), and/or develop generic terms of reference to be used by the REDD Country Participants to help them develop a national registry system according to their individual country needs. To the extent possible the expert group would meet in conjunction with other planned FCPF events to minimize travel costs; and
- ii. Recruit an ad hoc Technical Advisory Panel to help a number of countries to start assessing their needs in relation to the basic framework being developed and referred to above and devise plans for how to meet these needs. The lessons learnt in the process of helping this group of countries would be made available to all REDD Country Participants to increase the knowledge transfer. This component may shift to FY14 depending on progress with component (i).

The above would lay the groundwork for further developments in this area (in FY14 and beyond) under the Readiness Fund, and for more advanced specifications/requirements for those countries that will participate in the Carbon Fund.

**5. Estimated Budget (FY13): \$225,000**

<b>A. Expert group</b>	<b>\$ 150,000</b>
(i) TAP fees	\$ 25,000
(ii) TAP travel	\$ 25,000
(iii) FMT time & travel	\$ 50,000
(iv) Expert group meetings	\$ 50,000
<b>B. Needs assessment and solution design</b>	<b>\$ 75,000</b>
(i) TAP travel	\$ 15,000
(ii) TAP fees	\$ 25,000
(iii) In-country meetings	\$ 20,000
(iv) FMT time & travel	\$ 15,000
<i>Total FY13 (A+B)</i>	<i>\$ 225,000</i>
<i>Total FY14</i>	<i>\$ 200,000</i>

---

[EDD%2B%20Registries%20KfW%20Short.pdf](#) and <https://www.forestcarbonpartnership.org/fcp/sites/forestcarbonpartnership.org/files/Documents/PDF/Jun2011/RDD%20Brosch%202011%20druck%20digital.pdf>.



